

Article 23 : la dignité est dans la loi

Il faut qu'on parle. Et pour une fois, pas du dernier tweet ni du scandale du jour. Mais de ceci : sous ce flot d'actualités, sur quel socle repose notre vivre ensemble ?

Ce socle est rongé millimètre par millimètre, comme une banquise qui fond silencieusement. Jusqu'au jour où elle se disloquera en quelques blocs de glace sur lesquels une minorité heureuse pourra surfer librement, tandis que la majorité se noiera dans une mer gelée.

Beaucoup d'entre nous ont des enfants ou des petits-enfants. Le visage très concret des 50 prochaines années, ce sont eux. Comment pourront-ils mener une vie digne et sensée ? Comment commenceront-ils leur vie, avec quoi dans leur sac à dos ? Quel genre de villes voulons-nous leur laisser, sur quelle planète ?

La réponse ne viendra pas des beaux discours. Ce sont des choix cruciaux que nous devons faire aujourd'hui :

Quelles places pour les personnes précarisées ? Quel coût écologique et économique pour notre énergie ? Quel rapport entre travail et repos ? Quels outils collectifs et solidaires allons-nous laisser ? Et surtout : laisserons-nous la course à la compétitivité déterminer l'allocation des richesses, ou créerons-nous, ensemble, une base commune pour notre société ?

À toutes ces questions, il existe une réponse. Elle se trouve dans la loi et plus précisément dans notre Constitution à l'article 23.

La politique semble parfois l'oublier, mais l'article 23 souligne que : « Chacun.e a le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine. » La Constitution ne dit nulle part que notre économie doit croître à tout prix, ni que les lois du marché doivent l'emporter sur nos aspirations communes. Par contre, il est écrit noir sur blanc : "Chacun.e a droit au travail, à la sécurité sociale, à la protection de la santé, à un logement décent, à une aide juridique, à un environnement sain, à l'épanouissement culturel et social, aux prestations familiales".

Alors pourquoi glissons-nous vers une société dans laquelle ces droits deviennent un luxe ou un souvenir, plutôt qu'une évidence et un projet collectif ?

Dans l'actualité, les mauvaises nouvelles se multiplient : plus de particules fines dans nos poumons, montée en flèche des burn-out, flexi-jobs, âge de retraite plus élevé pour une pension plus modeste, poursuites judiciaires contre ceux/celles qui aident des réfugié.es, coupes budgétaires dans les transports publics et les énergies renouvelables, croissance des suppléments d'honoraires, baisse des allocations de chômage, hausse des factures d'électricité, inégalités de salaire entre les hommes et les femmes, privatisation larvée des soins de santé, enfants de migrants en prison...

Les allocations restent en dessous du seuil de pauvreté. Où sont les promesses de revalorisation ? L'argument est toujours le même : il faut faire des économies alors que dans le même temps des milliards s'envolent chaque année dans des paradis fiscaux. Le gouvernement fédéral avait promis de relever le pouvoir d'achat, mais en réalité pour nous, le saut d'index a appauvri tout le monde, et les factures continuent d'augmenter.

La couverture de la sécurité sociale se réduit et l'insécurité sociale augmente. Ce sont des choix politiques, des choix de société qui entraînent des familles dans la spirale de la pauvreté.

Comment expliquer cela aux générations futures ? Que les valeurs que nous chérissons dans nos familles sont de plus en plus rares dans la société ? Qu'aujourd'hui, la concentration des fortunes est

revenue au niveau du début de la Première Guerre mondiale, lorsque des empereurs, des tsars et des rois étaient encore aux commandes ?

C'est de cela que nous devons parler. Où se trouve la limite pour nous, êtres humains ? La croissance des dividendes n'aidera personne quand l'eau montera à son tour, quand l'air nous étouffera et quand les murs autour de l'Europe l'auront transformée en une prison.

Ce que nous voulons, c'est un environnement durable, des retraites et des salaires décents, des impôts justes, un système de sécurité sociale qui permet une vie digne et une planète préservée... Ces souhaits sont-ils exagérés ? Certainement pas. Néanmoins le marché ne les approuve pas.

Mais sommes-nous réduits à être soumis.es aux lois du marché ? Nous devons revenir à la question centrale : qu'est-ce que nous considérons démocratiquement nécessaire en tant que citoyen.ne.s. Et dans quelle mesure les politiques de nos gouvernements réalisent-elles cela – ou au contraire le détruisent-elles ?

Aujourd'hui, nous nous levons. Nous ne voulons plus être des spectateur.trices sur la rive. Nous construisons un pont qui relie les secteurs et traverse les frontières linguistiques. Avec la campagne bilingue *Tam Tam - Hart boven Hard*, nous luttons ensemble pour l'article 23 et nous faisons une proposition :

À partir d'aujourd'hui, nous exigeons que chaque décision politique soit prise en respectant l'article 23 de la Constitution. Autrement dit, le respect de la dignité humaine doit devenir le socle sur lequel se construisent tous les projets politiques à venir.

Dans les mois à venir, nous élaborerons 23 propositions que nous présenterons à des milliers de citoyen.ne.s : comment voulons-nous que les prochains gouvernements appliquent l'article 23 au XXI^e siècle ?

Pour nous, l'enjeu des élections de mai sera de garantir les conditions d'une société ouverte, juste et durable. Nos enfants nous y obligent. Parce qu'il existe des alternatives !